

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 2 mars 2026

Faits saillants

- Le président de la Confédération Guy Parmelin et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont signé à Bruxelles les accords du paquet Suisse-UE.
- Swissmem considère que 2025 a été une « année perdue ».
- L'indice PMI PME a atteint en février 2026 son plus haut niveau depuis 2022.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 06/03	Var. vs 27/02
EUR/CHF	0,9054	- 0,8 %
USD/CHF	0,7792	+ 0,7 %
SMI	13 185	- 5,9 %
Taux 10a	0,351 %	+ 9 pb

Macroéconomie

Accord UE – Suisse : Le 2 mars, le président de la Confédération Guy Parmelin et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont signé à Bruxelles les accords du paquet Suisse-UE (cf. [communiqué](#)). Les Bilatérales III avaient été paraphées le 21 mai 2025 par les négociateurs en chef et approuvées le 13 juin 2025 par le Conseil fédéral. Lors de leur rencontre, les deux dirigeants ont salué la signature des accords, la qualifiant de jalon important dans les relations bilatérales entre la Suisse et l'UE. La question de la ratification a également été évoquée : le Conseil fédéral devrait transmettre au Parlement ce mois-ci le message relatif aux Bilatérales III ; la votation populaire n'interviendra qu'après l'examen par le Parlement, pas avant 2027 voire début 2028. Les échanges ont par ailleurs porté sur la situation géopolitique internationale et les enjeux de sécurité économique en Europe, notamment dans le cadre de la loi sur l'accélération de l'industrie (IAA). Sur ce point, Guy Parmelin a souligné que la Suisse, compte tenu de ses liens économiques étroits avec l'Europe, faisait partie intégrante de toute solution visant à renforcer la compétitivité du continent.

Politique monétaire et de change : L'escalade au Moyen-Orient a incité la Banque nationale suisse (BNS) à intervenir verbalement pour signaler son intention de freiner le renforcement du franc. Dans une prise de positions transmise aux médias, la BNS a souligné que les derniers développements de l'actualité internationale renforçaient sa disposition à intervenir. Cette annonce marque un changement de tactique de la part de la BNS, qui n'avait pas procédé à une intervention verbale spontanée de ce type depuis plusieurs années. Lundi 2 mars, après avoir touché un nouveau plancher à 0,90277 franc en début de matinée, l'euro a refranchi la barre des 91 centimes à la hausse peu après midi. La BNS a refusé cependant de commenter si elle était déjà intervenue sur le marché des devises.

Inflation : L'inflation, exprimée en glissement annuel, demeure stable en février : elle s'établit à +0,1% (cf. [communiqué](#)). Ce chiffre est notamment porté par les produits indigènes, pour lesquels l'inflation est de +0,6%, tandis qu'une déflation est observée pour les produits importés (-1,6%), une

disparité probablement liée à l'appréciation du franc suisse. L'inflation sous-jacente (hors produits frais, énergie et carburants) est un peu plus élevée, à +0,4%. L'inflation s'avère en effet être portée non pas par les produits les plus volatils mais principalement par les loyers. Une inflation notable est également notée pour le transport aérien, l'hôtellerie et la parahôtellerie, et les voyages à forfaits internationaux.

Marché du travail : Le taux de chômage au sens du SECO s'établit en février à 3,0% une fois les variations saisonnières corrigées (cf. [communiqué](#)). Il est en hausse de 0,1 point par rapport au mois précédent et en hausse de 0,3 point en glissement annuel. En février, le nombre de chômeurs désaisonnalisé est en hausse par rapport à janvier (+1,1%) mais également en glissement annuel (+11,5%). Au [sens du BIT](#), le taux de chômage s'établit à 5,1% au Q4 2025.

Secteurs financiers

Banque Nationale Suisse : En 2025, la Banque nationale suisse a enregistré un bénéfice de 26,1 Mds CHF, un résultat légèrement supérieur aux attentes mais bien en-dessous du record de l'an dernier (80,7 Mds CHF en 2024). Ce résultat positif s'explique principalement par la plus-value générée par le stock d'or (36,3 Mds CHF), portée par la hausse du prix de l'or (+45,9% vs 2024) alors que le stock est resté inchangé. En revanche, les positions en devises étrangères ont accusé une perte de 8,8 Mds CHF et celles en francs une perte de 0,9 Mds. Les charges d'exploitation se sont élevées à 0,4 Md CHF. Après l'attribution de 12,7 Mds CHF aux provisions pour les réserves monétaires (10% du solde de provision à la fin de l'exercice précédent) et après la prise en compte d'une réserve de distribution négative de 12,9 Mds, le bénéfice porté au bilan s'établit à 26,3 Mds CHF. Ce montant permet le versement d'un dividende maximal de 15 francs par action ainsi qu'une redistribution totale de 4 Mds CHF à la Confédération et aux Cantons. Après ces versements, la réserve pour distributions futures s'établira à 22,3 Mds CHF.

Bourse : La bourse suisse a chuté suite aux frappes sur l'Iran. En effet, entre les ouvertures des bourses le 27 février matin et le 6 mars à 11h30, le cours du SMI a baissé de -3,80%, un niveau comparable à ses voisins européens (FTSE : -4,72%, CAC 40 : -4,42%, DAX : -3,56%). Elle est en revanche nettement plus forte que celle du S&P 500 (qui, entre le 27 février et la clôture du 5 mars, accusait une baisse de seulement -0,20%).

Secteurs non financiers

Quantique : La [Swiss Quantum Strategy](#) analyse comment la Suisse peut conserver sa forte position dans la recherche quantique et jouer un rôle de premier plan dans le développement et la commercialisation de technologies à l'échelle internationale. Cette stratégie a été élaborée par l'Académie suisse des sciences naturelles sur mandat du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation dans le cadre de la [Swiss Quantum Initiative](#). La Suisse est active dans tous les domaines importants de la recherche quantique et dispose de 200 groupes de recherche. En revanche, il n'existe actuellement que quelques rares start-up et particulièrement peu de scale-up. Afin de transformer plus systématiquement les percées scientifiques en solutions commercialisables, la stratégie recommande des instruments d'encouragement ciblés pour les jeunes entreprises, notamment via un fonds « deep tech » bénéficiant d'un soutien étatique. Elle insiste également sur la nécessité de renforcer les infrastructures de transfert technologique. Les experts estiment à 200 à 300 M CHF le besoin d'investissement pour créer un véritable « hub quantique » en Suisse, avec un financement mixte public-privé à parts égales.

PME : L'indice des responsables d'achats de PME (« PMI PME »), mesuré par la banque Raiffeisen afin d'évaluer la confiance des PME suisses, a atteint en février son plus haut niveau depuis 2022 (cf. [baromètre de Raiffeisen](#)). Tous les indicateurs sont en hausse de plusieurs points par rapport au mois précédent (carnets de commande, volume de production, travail, réapprovisionnement des stocks et stocks de marchandises), à l'exception de l'indicateur sur les délais de livraison qui reste stable. Le gain de confiance s'avère être particulièrement fort pour les entreprises exportatrices, dont plus de

la moitié s'attendent à une hausse du taux d'utilisation de leurs capacités au cours des trois prochains mois (15% s'attendent à une nouvelle baisse). Raiffeisen explique ce regain notamment par la reprise industrielle en Allemagne. L'impact de la décision de la Cour Suprême américaine sur les droits de douane (survenue à la fin de la période d'enquête) et l'impact des événements en Iran sur cette confiance restera toutefois à évaluer.

Industrie MEM : L'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) a connue une année « perdue » selon Swissmem, marquée par des droits de douane américains élevés et la faiblesse des marchés d'exportation (cf. [communiqué](#)). Les chiffres d'affaires (-0,3% par rapport à 2024) et les exportations de marchandises (+0,7%) ont stagné. Les exportations vers l'UE ont progressé (+3,5%) tandis que celles vers les Etats-Unis et l'Asie ont reculé (respectivement -7,6% et -2,9%). Pour 2026, les attentes de Swissmem sont mitigées en raison de la situation mondiale instable, la politique douanière imprévisible des Etats-Unis, les tendances isolationnistes de l'UE et la force du franc suisse. Néanmoins, un sondage récent réalisé par l'association montre que les entreprises restent attachées à la Suisse et prévoient de continuer à y investir en raison (i) de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, (ii) du marché libéral du travail et (iii) des conditions-cadres réglementaires favorables.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL, Gabriel VIGNON

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay